

## **ANNEXE 8 – VERSION PUBLIQUE**

### Mise à jour des charges prévisionnelles liées aux gels des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel au titre des années 2022 et 2023

Cette annexe présente les charges de service public de l'énergie au titre de la mise en place du bouclier tarifaire sur les tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité.

#### **Charges liées au bouclier tarifaire gaz.**

Les charges constatées au titre de l'année 2021 sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 31 mars 2022. Les charges prévisionnelles au titre du premier semestre 2022 sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 30 avril 2022.

La réévaluation des charges de service public de l'énergie conduite en novembre 2022 inclut les charges prévisionnelles au titre du second semestre 2022. En application des dispositions de l'article 37 de la loi de finances rectificative pour 2022, les charges prévisionnelles au titre du second semestre sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 1<sup>er</sup> octobre 2022, et actées dans la délibération de la CRE n° 2022-271 du 3 novembre 2022, qui précise à des fins de visibilité et de transparence pour les fournisseurs de gaz naturel la méthodologie appliquée pour le calcul de ces charges.

#### **Charges liées au bouclier tarifaire d'électricité**

Les charges prévisionnelles au titre des années 2022 et 2023 sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs d'électricité communiquées à la CRE avant le 30 avril 2022.

La réévaluation des charges de service public de l'énergie effectuée en novembre 2022 conduit la CRE à faire évoluer le montant unitaire contribuant à la détermination des pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité, qu'elle notifiera aux opérateurs pour prendre en compte le choix du gouvernement de maintenir, au 1<sup>er</sup> août 2022, les tarifs réglementés de vente d'électricité gelés à des niveaux égaux à ceux des tarifs appliqués au 1<sup>er</sup> février 2022, sans prise en compte de l'évolution du TURPE.

#### **Avertissement**

Tous les résultats sont arrondis à une décimale (la plus proche) dans le corps du document. Toutefois, les résultats finaux utilisent uniquement des valeurs intermédiaires exactes non arrondies. De ce fait, il peut parfois survenir un très léger écart entre la somme des valeurs intermédiaires et les valeurs finales.

# SOMMAIRE

<b>A. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE DE GAZ .....</b>	<b>3</b>
A.1 Contexte et cadre juridique .....	3
A.2 Calcul des charges constatées au titre de 2021 et prévisionnelles au titre de 2022 et 2023 liées aux pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel .....	4
A.3 Détail des charges au titre des années 2021 à 2023 et de l'acompte versé en 2022 par opérateur.....	4
<b>B. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE D'ELECTRICITE .....</b>	<b>4</b>
B.1 Cadre juridique.....	5
B.2 Calcul des pertes prévisionnelles supportées entre le 1er février 2022 et le 31 janvier 2023 et des montants redevables prévisionnels entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024 .....	6
B.3 Détail des charges par opérateur .....	6
B.4 Détail des montants perçus par les fournisseurs et ELD de moins d'un million de clients résidentiels au titre de l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 .....	7
<b>C. SYNTHESE .....</b>	<b>7</b>

## A. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE DE GAZ

### A.1 Contexte et cadre juridique

En application du décret n° 2021-1380 du 23 octobre 2021, les tarifs réglementés de vente de gaz naturel (TRVG) d'ENGIE ont été gelés, toutes taxes comprises, à leur niveau en vigueur au 31 octobre 2021, du 1<sup>er</sup> novembre 2021 jusqu'au 30 juin 2022. L'article 181 de la loi de finances pour l'année 2022 a étendu ce gel aux TRVG proposés par les entreprises locales de distribution (ELD), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, lorsqu'ils dépassaient ce même niveau ou plafonnés à ce niveau lorsque leur formule d'évolution conduisait à le dépasser.

L'article 181 de la loi de finances pour l'année 2022 prévoit en parallèle un dispositif de compensation des pertes de recettes, qui constituent des charges imputables aux obligations de service public au sens de l'article L.121-35 du code de l'énergie pour les fournisseurs fournissant aux TRVG ainsi que chez les fournisseurs proposant des offres de marché directement indexées sur les TRVG.

Le bouclier tarifaire a ensuite été prolongé jusqu'au 31 décembre 2022, par voie d'arrêté puis par l'article 37 de la loi de finances rectificative pour 2022 adoptée le 16 août 2022. Cet article reconduit le dispositif de compensation des pertes de recettes selon les modalités prévues aux articles L. 121-37, L. 127-38 et L. 121-41 du code de l'énergie.

#### A.1.1 Eligibilité des contrats

En application de l'article 181 de la loi de finances pour 2022, étaient compensées, les charges imputables aux obligations de service public supportées par les fournisseurs pour :

- leurs offres aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel
- leurs offres de marché aux clients mentionnés au 2° du V de l'article 63 de la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019, indexées aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel

Désormais, l'article 37 de la loi de finances rectificative pour 2022 élargit la compensation des charges imputables aux obligations de service public supportées par les fournisseurs pour leurs offres de marché, dont le contrat est conclu à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**La conclusion d'un contrat comprend à la fois la signature d'un nouveau contrat mais aussi le renouvellement d'un contrat arrivant à échéance. Elle ne couvre en revanche pas les situations de mise à jour des conditions contractuelles d'un contrat en cours.**

#### A.1.2 Période de calcul des pertes de recettes

Lors de la délibération de la CRE du 13 juillet 2022<sup>1</sup>, les pertes de recettes prévisionnelles de 2022 ont été calculées jusqu'au 30 juin 2022, la CRE ayant dû retenir comme hypothèse la date de fin de la période de gel tarifaire en vigueur au moment de la finalisation de ses calculs, c'est-à-dire mi-juin. Par voie d'arrêté puis par la loi de finances rectificative adoptée le 16 août 2022, le bouclier tarifaire a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2022.

L'article 37 de la loi de finances rectificative pour 2022 dispose que, par dérogation, les fournisseurs de gaz naturel déclarent avant le 1<sup>er</sup> octobre 2022 « leurs pertes constatées entre le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et le 31 août 2022 au titre de l'article 181 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 précitée et leurs pertes de recettes prévisionnelles mentionnées au premier alinéa du III du présent article entre le 1<sup>er</sup> septembre 2022 et le 31 décembre 2022 ».

Le II de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 prévoyait une composante de rattrapage, ayant vocation à réduire le niveau de la compensation due aux fournisseurs en vertu des recettes supplémentaires qu'auraient pu percevoir les opérateurs. Dans le cadre de la délibération du 13 juillet 2022, la CRE ne retenait pas de composante de rattrapage pour la période couvrant le 1<sup>er</sup> juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023. Depuis, la loi de finances rectificative a abrogé les dispositions relatives au rattrapage. Enfin, les conditions d'application d'un éventuel bouclier tarifaire sur l'année 2023 devront être définies ultérieurement dans le cadre de la loi de finances 2023. **Le montant des charges prévisionnelles au titre de 2023 est donc nul.**

<sup>1</sup> Délibération de la CRE du 13 juillet 2022 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023

### A.1.3 Versement de la compensation

Les charges de service public sont compensées selon les modalités prévues aux articles L. 121-37 à L. 121-41 du code de l'énergie, en tenant compte de l'acompte versé par dérogation aux présents articles et dont les montants ont été approuvés par la CRE dans sa délibération n° 2022-36<sup>2</sup> du 27 janvier 2022.

Les charges prévisionnelles de service public entre le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et le 31 décembre 2022 font l'objet d'un acompte sur les compensations de charges pour 2023 « versé au plus tard le 30 novembre 2022 pour les fournisseurs dont moins de 500 000 clients sont concernés par la mesure ». Les charges sont intégrées aux charges à compenser en 2023 pour les autres.

Ces montants d'acomptes sont rappelés dans le tableau 2 ci-dessous. Ils viennent en déduction des charges à compenser aux opérateurs en 2023, en tant que compensations recouvrées prévisionnelles pour l'année 2022.

## A.2 Calcul des charges constatées au titre de 2021 et prévisionnelles au titre de 2022 et 2023 liées aux pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur les charges constatées au titre de 2021, pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2021 est évalué à **351,6 millions d'euros** (soit 342,1 millions d'euros net des versements anticipés déjà versés).

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur leur portefeuille prévisionnel pour 2022 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2022 est évalué à **3 549,4 millions d'euros** (soit 2 978,3 millions d'euros net des versements anticipés déjà versés et à verser avant le 30 novembre 2022).

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur leur portefeuille prévisionnel pour 2023 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de charges de service public est évalué à **0 euro**.

## A.3 Détail des charges au titre des années 2021 à 2023 et de l'acompte versé en 2022 par opérateur

**Tableau 1 : Pertes constatées et prévisionnelles des fournisseurs de gaz entre le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et le 31 décembre 2022 et acompte versé en 2022**

Opérateur	Charges constatées au titre de 2021	Charges prévisionnelles au titre de 2022	Charges prévisionnelles au titre de 2023	Acompte versé en 2022

**Tableau 2 : Acomptes versés et à verser au fournisseur pour 2022 et charges à verser pour 2023 (\*entre parenthèses les charges négatives à recouvrer)**

Opérateur	Acompte versé	Acompte à verser avant le 30/11/22	Total acompte pour 2022	Charges pour 2023

<sup>2</sup> Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 27 janvier 2022 portant décision sur l'acompte versé aux fournisseurs de moins de 300 000 clients en compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

## B. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE D'ELECTRICITE

### B.1 Cadre juridique

En vertu de la loi de finances pour 2022, le gouvernement a baissé la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité à son taux minimal, puis a rejeté la proposition tarifaire de la CRE et fixé, par arrêté, un barème des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) correspondant à une augmentation de 4 % TTC en moyenne.

En application de l'alinéa VIII de l'article 181 de la loi de finances pour 2022, les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité pour leurs offres de marché à destination des clients résidentiels et par les fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie (entreprises locales de distribution, ci-après « ELD ») pour leurs offres aux tarifs réglementés de vente d'électricité à destination des clients résidentiels constituent des charges imputables aux obligations de service public. Ces pertes de recettes sont calculées par application d'un montant unitaire en euros par mégawattheure aux volumes livrés aux clients résidentiels en offre de marché par les fournisseurs d'électricité et aux volumes livrés aux clients résidentiels aux tarifs réglementés par les ELD entre l'entrée en vigueur des tarifs réglementés « bleus » résidentiels au 1er février 2022 et leur première évolution de l'année 2023 (par hypothèse le 1<sup>er</sup> février 2023).

Ce montant unitaire est calculé comme la différence, en euros par mégawattheure, entre :

- le prix moyen hors taxes résultant de l'application des tarifs « bleus » résidentiels en France métropolitaine continentale qui auraient été appliqués en 2022 en l'absence de gel tarifaire et ;
- le prix moyen hors taxes de ces mêmes tarifs effectivement appliqués en 2022.

Pour les fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie (les ELD), les charges qui résultent de ces pertes de recettes sont diminuées des sommes résultant de la différence entre les tarifs de cession qui auraient été appliqués en l'absence de gel du tarif de cession et les tarifs de cession effectivement appliqués. Pour les entreprises locales de distribution proposant des TRVE aux clients résidentiels mais ne s'approvisionnant pas au tarif de cession, le montant unitaire appliqué aux volumes livrés aux clients résidentiels aux tarifs réglementés n'est pas diminué des sommes précitées.

En contrepartie, en application de l'alinéa IX de l'article 181 de la loi de finances 2022, les fournisseurs d'électricité proposant des offres de marché à destination des clients résidentiels et les ELD pour leurs offres aux tarifs réglementés de vente d'électricité sont redevables à l'Etat d'un versement calculé par application d'un montant unitaire en euros par mégawattheure appliqué aux volumes livrés aux clients résidentiels en offre de marché et aux clients résidentiels aux tarifs réglementés de vente d'électricité par les ELD entre la première évolution des tarifs réglementés de vente d'électricité de l'année 2023 et leur première évolution de l'année 2024.

Ce montant unitaire est calculé comme la différence, en euros par mégawattheure, entre :

- le prix moyen hors taxes des tarifs dits « bleus » résidentiels en France métropolitaine continentale qui seront appliqués en 2023 et qui intégreront une composante de rattrapage suite au gel tarifaire en 2022 et ;
- le prix moyen hors taxes des tarifs dits « bleus » résidentiels en France métropolitaine continentale tels qu'ils auraient dû être appliqués en 2023 s'il n'y avait pas eu de gel tarifaire en 2022.

Pour les fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie (les ELD), ce versement est diminué des sommes résultant de la différence entre les tarifs de cession qui auraient été appliqués en l'absence de la composante de rattrapage intégrée aux tarifs de cession à la suite du gel de ces derniers et les tarifs de cession en application de la composante de rattrapage intégrée aux tarifs de cession à la suite du gel de ces derniers. Pour les entreprises locales de distribution proposant des TRVE aux clients résidentiels mais ne s'approvisionnant pas au tarif de cession, le montant unitaire appliqué aux volumes livrés aux clients résidentiels aux tarifs réglementés n'est pas diminué des sommes précitées.

En outre, le X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 introduit une disposition dérogatoire permettant aux fournisseurs d'électricité proposant des offres des marchés aux clients résidentiels et aux fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie, ayant moins d'un million de clients résidentiels, de bénéficier d'un versement compensant leurs pertes de recettes prévisionnelles avant le 1er mai 2022.

## B.2 Réévaluation des pertes prévisionnelles supportées entre le 1<sup>er</sup> février 2022 et le 31 janvier 2023 et des montants redevables prévisionnels entre le 1<sup>er</sup> février 2023 et le 31 janvier 2024

Dans sa délibération du 31 mars 2022<sup>3</sup>, la CRE a évalué le montant des versements anticipés au titre de l'alinéa X de l'article 181. 30 fournisseurs ont bénéficié du dispositif pour un montant total de **131,3 millions d'euros**. Pour ce faire, la CRE a réalisé une première estimation des montants unitaires évoqués précédemment, soit 13,86 €/MWh (0,35 €/MWh pour les volumes relatifs aux TRVE approvisionnés par les ELD au tarif de cession)<sup>4</sup>.

Dans sa délibération du 13 juillet 2022<sup>5</sup>, la CRE a réévalué les montants unitaires à (i) 14,87 €/MWh pour les offres de marché à destination des clients résidentiels et pour les TRVE résidentiels qui ne sont pas approvisionnés au tarif de cession, et à (ii) 0 €/MWh pour les TRVE résidentiels approvisionnés par les ELD au tarif de cession.

Lors de cette estimation, la CRE avait toutefois retenu l'hypothèse d'un gel par le gouvernement des TRVE et du tarif de cession au 1<sup>er</sup> août 2022 à un niveau égal à celui des tarifs appliqués au 1<sup>er</sup> février 2022 augmenté de l'évolution du TURPE, conformément à sa délibération du 31 mars 2022.

Toutefois, au 1<sup>er</sup> août 2022, le gouvernement a fait le choix de maintenir les TRVE et le TC gelés à des niveaux égaux à ceux des tarifs appliqués au 1<sup>er</sup> février 2022.

Pour en tenir compte, la CRE réévalue dans la présente délibération les montants unitaires à :

- 15,31 €/MWh pour les offres de marché à destination des clients résidentiels et pour les TRVE résidentiels qui ne sont pas approvisionnés au tarif de cession ;
- 0 €/MWh pour les TRVE résidentiels approvisionnés par les ELD au tarif de cession.

Sur le fondement des déclarations réalisées par les fournisseurs au 30 avril 2022 portant sur leur portefeuille prévisionnel entre le 1<sup>er</sup> février 2022 et le 31 janvier 2023 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2022 est réévalué à **882,5 millions d'euros** (soit **751,2 millions d'euros** nets des versements anticipés déjà perçus par les opérateurs). Dans la délibération annuelle de juillet 2022, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2022 avait été évalué à 857,1 millions d'euros. Ces montants constituent des charges prévisionnelles au titre de 2022.

Sur le fondement des déclarations réalisées par les fournisseurs au 30 avril 2022 portant sur leur portefeuille prévisionnel entre le 1<sup>er</sup> février 2023 et le 31 janvier 2024 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant redevable à l'Etat par les fournisseurs au titre de l'année 2023 est réévalué à **1 047,3 millions d'euros**, contre 1 017,2 millions d'euros dans la délibération annuelle de juillet 2022. Ces montants constituent des charges prévisionnelles au titre de 2023.

La différence entre, d'une part, la compensation des pertes de recettes prévisionnelles pour l'année 2022 en tenant compte du versement prévu au X de l'article 181 et, d'autre part, le versement dû à l'Etat, sera compensée à partir de 2023 selon les modalités de versement des charges de service public de l'énergie prévues par le code de l'énergie. Les modalités de calcul des charges à compenser pour 2023 sont précisées à l'annexe 6 de la présente délibération.

## B.3 Détail des charges par opérateur

**Tableau 2: Réévaluation des pertes prévisionnelles supportées entre le 1<sup>er</sup> février 2022 et le 31 janvier 2023 – Réévaluation des montants redevables prévisionnels pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> février 2023 et le 31 janvier 2024**

<u>Nom de l'opérateur</u>	<u>Pertes de recettes supportées entre le 1<sup>er</sup> février 2022 et le 31 janvier 2023 (€)</u>	<u>Montants redevables pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> février 2023 et le 31 janvier 2024 (€)</u>

<sup>3</sup> Délibération de la CRE du 31 mars 2022 portant évaluation des versements anticipés prévus à l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 vers les fournisseurs ayant moins d'un million de clients résidentiels

<sup>4</sup> A date, la CRE considère que les montants unitaires au titre des alinéas VIII et IX sont égaux.

<sup>5</sup> <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Decision/evaluation-des-charges-de-service-public-de-l-energie-pour-2023>

#### B.4 Détail des montants perçus par les fournisseurs et ELD de moins d'un million de clients résidentiels au titre de l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022

L'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 dispose, que les ELD et les fournisseurs d'électricité, y compris les ELD, ayant moins d'un million de clients résidentiels peuvent bénéficier d'un versement anticipé compensant leurs pertes (définies à l'alinéa VIII) au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2022. La CRE a évalué le montant des versements anticipés dans sa délibération n° 2022-99 du 31 mars 2022<sup>6</sup>. Ils viennent en déduction des charges à compenser aux opérateurs en 2023, en tant que compensations recouvrées prévisionnelles pour l'année 2022.

**Tableau 3 : Montant des versements anticipés versés au titre de l'alinéa X de l'article 181**

Nom de l'opérateur	Montant des versements anticipés (€)

### C. SYNTHÈSE

Sur la base des éléments exposés au sein de la présente annexe, la CRE évalue le bilan des charges à compenser aux opérateurs pour 2023, ou à reverser par ces derniers. Ces charges sont intégrées à l'action budgétaire « Mesures exceptionnelles de protection des consommateurs » du programme budgétaire dédié aux charges de service public de l'énergie.

Le montant total des charges liées aux gels tarifaires à compenser pour 2023 s'élève à **3 024,9 M€**, dont - 296,1 M€ pour les fournisseurs d'électricité et 3 321,0 M€ pour les fournisseurs de gaz naturel, au lieu du montant de **1 028,4 M€** prévu dans la délibération annuelle de juillet 2022, dont - 291,3 M€ concernait les fournisseurs d'électricité et 1 319,7 M€ les fournisseurs de gaz naturel. S'y ajoutent **3,0 M€** de frais financiers<sup>7</sup> 2021 pour les fournisseurs de gaz naturel liés aux pertes de recettes au titre de 2021.

Le détail est le suivant :

	Réévaluation de novembre 2022		Délibération annuelle de juillet 2022	
	Electricité	Gaz naturel	Electricité	Gaz naturel
Charges au titre de 2023	- 1 047,3 M€	0,0 M€	- 1 017,2 M€	0,0 M€
Charges au titre de 2022	882,5 M€	3 549,3 M€	857,1 M€	1 048,1 M€
Charges au titre de 2021	0,0 M€	351,6 M€	0,0 M€	351,6 M€
Déduction de l'acompte versé en 2022	- 131,3 M€	- 579,9 M€	- 131,3 M€	- 80,0 M€
<b>Charges à compenser en 2023</b>	<b>- 296,1 M€</b>	<b>3 321,0 M€</b>	<b>- 291,3 M€</b>	<b>1 319,7 M€</b>

Les modalités de calcul des charges, ainsi que des frais financiers afférents, sont exposées dans l'annexe 6. Le détail des charges par opérateur, charges hors gels tarifaires et charges liées aux gels tarifaires, ainsi que les frais financiers associés à chaque catégorie, est donné.

<sup>6</sup> Délibération de la CRE du 31 mars 2022 portant évaluation des versements anticipés prévus à l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 vers les fournisseurs ayant moins d'un million de clients résidentiels

<sup>7</sup> En application des articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, les écarts entre les prévisions et les charges constatées portent intérêt, à un taux fixé à 1,72 % par l'article R. 121-31.